

# ÉTUDE D'INVENTAIRE DU SECTEUR PRIVÉ DANS LES ACTIVITÉS DE RENFORCEMENT DE CAPACITÉS POUR L'ACTION CLIMATIQUE DANS LES PAYS DE LA RÉGION MENA

Résumé des conclusions et recommandations

**RCC MENA et Asie du Sud**

Promouvoir l'action climatique au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Asie du Sud



Photo: Syed photography



**United Nations** Climate Change  
Capacity-building



**CLIMATEKOS**

**Regional Collaboration Centre – Dubai**

Promoting Climate Action in the  
Middle East, North Africa and South Asia



Les pays de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) sont parmi les plus vulnérables aux impacts probables du changement climatique et la région a été identifiée comme un point chaud du changement climatique par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du Climat (GIEC).<sup>1</sup> Des impacts climatiques ont déjà été observés dans la région et devraient s'accroître et s'intensifier à l'avenir.<sup>2</sup> Il est essentiel d'impliquer le secteur privé dans l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets pour atteindre les objectifs climatiques mondiaux et bâtir des nations résilientes au climat. Cela est particulièrement pertinent dans les pays de la région MENA, où les économies devraient être fortement touchées par le changement climatique.

La participation du secteur privé est essentielle. Le changement climatique présente un risque important pour les entreprises, et leur succès futur peut dépendre de la résilience aux impacts climatiques. Il sera très difficile, voire impossible, de renforcer la résilience climatique mondiale sans le secteur privé. Plus précisément, le secteur privé peut mobiliser des financements, tirer parti des efforts gouvernementaux, mobiliser la société civile et les communautés et développer des technologies et des modèles commerciaux innovants. Le renforcement des capacités du secteur privé offre la possibilité d'encourager et d'investir dans les entreprises vertes et résilientes qui seront les chefs de file à l'avenir.

Cette étude vise à identifier les lacunes en matière de connaissances et les besoins en matière de renforcement des capacités pour permettre au secteur privé, et en particulier aux petites et moyennes entreprises (PME), de contribuer aux plans climatiques nationaux de la région MENA. L'étude évalue également les instruments de tarification du carbone pour soutenir la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national. Une cartographie des capacités nécessaires au niveau régional et/ou national a été réalisée pour aider à répondre aux besoins et aux lacunes des PME en matière d'action climatique. Cette étude vise à mieux préparer les entreprises à faire face aux impacts climatiques et à améliorer leur résilience. Elle peut également soutenir l'utilisation par le secteur privé de sources de financement climatique et encourager la participation des entreprises à l'environnement politique climatique national.

## Méthodologie et portée

L'évaluation est basée sur une compilation des besoins actualisés en matière de renforcement des capacités liées au climat des entités du secteur privé, en particulier des PME, au niveau national et local dans la région MENA. Cela comprend des informations sur les programmes et activités relatifs au changement climatique des établissements universitaires et des organismes de recherche de la région MENA qui pourraient répondre ou intégrer les besoins du secteur privé en matière de renforcement des capacités. En outre, une enquête a été conçue pour recueillir des informations auprès d'entités du secteur privé, en mettant particulièrement l'accent sur les PME. Les pays de la région MENA analysés aux fins de cette étude comprennent l'Arabie saoudite, l'Algérie, Bahreïn, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Irak, la Jordanie, le Koweït, le Liban, la Libye, le Maroc, Oman, la Palestine, le Qatar, la Syrie, la Tunisie et le Yémen.

Même avec des similitudes culturelles et climatiques, les pays de la région MENA présentent des disparités économiques et sociales évidentes et des instabilités politiques qui empêchent certains pays de donner la priorité aux efforts d'action climatique et impactent la disponibilité des données. Par conséquent, l'approche suivante a été utilisée :

- Un examen documentaire a été effectué pour recueillir des données primaires sur le paysage, la structure et le rôle des PME dans l'économie nationale ; les lacunes en matière de connaissances

<sup>1</sup> <https://ufmsecretariat.org/project/clima-med/>

<sup>2</sup> [https://www.iemed.org/observatori/arees-danalisi/arxiu-adjunts/anuari/med.2019/Climate\\_Change\\_MENA\\_Region\\_Risks\\_Effects\\_Simone\\_Borghesi\\_Elisa\\_Ticci\\_IEMed\\_MedYearbook\\_2019b.pdf/](https://www.iemed.org/observatori/arees-danalisi/arxiu-adjunts/anuari/med.2019/Climate_Change_MENA_Region_Risks_Effects_Simone_Borghesi_Elisa_Ticci_IEMed_MedYearbook_2019b.pdf/)



et les besoins des PME en matière de renforcement des capacités ; les programmes existants de renforcement des capacités des PME ; le soutien des universités, des centres de recherche et des organisations privées.

- Une enquête ciblée a permis aux PME de faire part de leurs propres expériences et besoins. Celle-ci a permis de recueillir des informations sur les secteurs à inclure dans l'étude, ou des informations spécifiques aux entreprises sur les besoins en matière de renforcement des capacités et les programmes existants de renforcement des capacités en matière d'action climatique.

## Conclusions

Les conclusions de l'étude indiquent les opportunités qui peuvent être exploitées pour renforcer les capacités des PME et soulignent la nécessité d'une plus grande sensibilisation aux réglementations climatiques et aux avantages de l'action en matière de durabilité.

### Connaissances sur les changements climatiques, rapports sur la durabilité, mesures réactives et mesures climatiques existantes

- La plupart des répondants considèrent que leurs connaissances générales sur le changement climatique sont au minimum « correctes », voire bonnes ou très bonnes.
- Plus de la moitié des répondants effectuent déjà des rapports sur le développement durable ou ont des points focaux sur le changement climatique et la durabilité dans leur organisation. Cela reflète la motivation pour la mise en œuvre de mesures climatiques telles que la RSE, la réduction des coûts et l'action volontaire. La conformité réglementaire est à peine mentionnée par les répondants comme raison de produire des rapports sur le développement durable.
- Des mesures réactives sont déjà mises en œuvre par presque tous les répondants. Il s'agit notamment de mesures d'efficacité énergétique, de réduction de la consommation d'eau, des déchets et du papier dans les opérations et de sensibilisation du personnel et des communautés. L'évaluation des risques et l'assurance contre les impacts du changement climatique sont à peine mentionnées.

### Cadres réglementaires et mécanismes d'incitation

- De meilleures informations sur la politique et les objectifs climatiques nationaux, incluant les exigences réglementaires et les incitations commerciales à l'action climatique, sont nécessaires, car plus de la moitié des répondants ne sont au courant d'aucune incitation ou soutien offert dans leur pays.
- Environ un quart d'entre eux connaissent l'aide gratuite à la formation et seule une petite minorité mentionne la sensibilisation au soutien technique à l'action climatique pour le secteur privé.
- Une majorité de plus de 60 % des répondants n'a pas reçu ou demandé de soutien financier pour l'action climatique jusqu'à présent.

### Politiques climatiques, cibles et tarification du carbone

- Il existe encore un certain nombre de pays de la région dont les connaissances des acteurs du secteur privé et des PME sur les politiques climatiques et les objectifs connexes sont limitées.
- La compréhension et la connaissance des systèmes de tarification du carbone sont encore plus limitées, seulement 50 % des répondants sachant à quoi le terme fait référence et encore moins étant capables de citer des exemples de mécanismes de tarification du carbone.

### Formation



- La majorité des formations régionales suivies par les répondants portait sur des informations générales sur les impacts des changements climatiques et les politiques et réglementations.
- Seul un tiers de la formation régionale portait sur les compétences techniques en matière de développement de produits et de développement de propositions de financement.
- La majorité privilégie la formation en ligne et à distance.

### Exigences en matière d'information

Trois domaines ont émergé concernant le soutien dont les PME ont besoin pour réagir aux risques climatiques, prendre des mesures pour le climat et tirer parti des opportunités financières connexes :

- Informations fiables sur les impacts et les tendances pour la prise de décision et la planification
- Formation sur les mesures concrètes et les solutions pratiques
- Informations sur l'accès aux ressources financières et le soutien à la mise en œuvre

Dans l'ensemble, les résultats de l'enquête ont confirmé les lacunes dans les connaissances relevées dans l'analyse documentaire. La plupart des besoins de formation concernent les capacités techniques d'évaluation des risques, de développement de produits et de rédaction de propositions. Des données fiables sont nécessaires pour la planification stratégique et l'évaluation des risques. Les entreprises ont également besoin de mesures climatiques réalisables et d'une compréhension des politiques, des objectifs et des réglementations nationaux en matière de changement climatique. L'information et l'accès aux options de financement sont essentiels.



*Lacunes dans les connaissances relevées dans la revue de la littérature, entourées d'anneaux indiquant le nombre de réponses à l'enquête*

## Recommandations

### Améliorer les capacités du secteur privé à contribuer à une plus grande ambition climatique et à des actions collectives, y compris la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national (CDN) et des plans nationaux d'adaptation (PNA)

L'enquête a révélé cinq points qui donnent un aperçu de ce qui devrait être offert via le soutien aux formations.

- **Contribuer aux cadres réglementaires et aux mécanismes d'incitation requis** – Renforcer la capacité des acteurs du secteur privé à comprendre les règlements ou les lois qui incitent ou exigent des changements dans la conduite des affaires.
- **Mettre en œuvre des politiques et des stratégies climatiques au niveau national et local** – Des examens et des analyses approfondis et comparatifs des stratégies, programmes et initiatives doivent être menés pour que les acteurs du secteur privé comprennent les priorités et les incitations.
- **Développer des compétences techniques sur le développement de produits et de services et le financement climatique** – Se concentrer sur ce que les entreprises doivent faire pour contribuer à la réduction des émissions de gaz effet de serre (GES), en regardant au-delà de leurs propres entreprises et en tenant compte de la durabilité de leurs chaînes de valeur.



- **Connaître les fonctions des systèmes et mécanismes de tarification du carbone** – Un aperçu des systèmes et mécanismes existants qui peuvent soutenir les réductions d'émissions dans tous les secteurs, y compris les systèmes d'échange de droits d'émission, les taxes ou les budgets sur le carbone, le MDP et le mécanisme à venir de l'Article 6 de l'Accord de Paris.
- **Permettre aux entreprises de contribuer aux objectifs d'atténuation, de résilience et d'adaptation au niveau local et national** – Exemples d'entreprises qui appliquent ou travaillent déjà avec des systèmes de comptabilisation et de suivi des GES formés par des instituts tels que le GHG Management Institute ou le CDP.

La formation devrait intégrer le suivi, la mesure, la surveillance et la déclaration des émissions de GES et des mesures d'adaptation ou de résilience. Cela peut conduire à des mesures d'évaluation, de gestion et d'atténuation des risques, y compris une assurance contre les impacts climatiques et des investissements dans la résilience.

### Exploiter les plateformes et autres moyens d'engagement pour permettre au secteur privé de prendre des mesures pour le climat à différents niveaux, en mettant en œuvre des capacités accrues

Les acteurs clés doivent coopérer et intégrer les connaissances théoriques des acteurs du secteur privé dans des actions climatiques mesurables et des contributions aux CDN et aux PNA. Les collaborateurs doivent inclure :

- Universités et organismes de recherche, y compris les institutions spécialisées, les organisations spécialisées, les ONG et les institutions privées.
- Associations et organisations faitières au niveau national, régional et international.
- L'ONU ou des organisations internationales telles que le Secrétariat des Nations Unies sur les changements climatiques, le RCC Dubaï, le Pacte mondial et le CDP.
- Gouvernements à tous les niveaux.

### Promouvoir des champions régionaux pour engager le secteur privé dans les actions climatiques

Des pays peuvent être des pionniers dans la région en construisant ou en renforçant la base des acteurs du secteur privé et des PME dans le contexte de l'engagement pour l'action climatique dans la région MENA.

### S'appuyer sur la compréhension par le secteur privé des instruments de tarification du carbone

Une formation est nécessaire pour les universités et les organismes de recherche qualifiés directement liés aux instruments de tarification du carbone ainsi qu'à des sujets connexes tels que les cadres réglementaires et les incitations et l'atteinte des objectifs d'atténuation, de résilience et d'adaptation.

- Cette formation peut stimuler la demande d'instruments de tarification du carbone et de mécanismes d'incitation à l'action climatique parmi les acteurs du secteur privé dans les pays de la région MENA. L'interaction et la collaboration devraient pousser à des progrès d'ici quelques années, car l'augmentation de l'action climatique du secteur privé ne peut pas attendre.
- Les processus devraient également être poursuivis dans une perspective à long terme.

### Établir des coalitions et des consortiums pour accroître l'action climatique du secteur privé, permettant de progresser rapidement dans un point chaud du changement climatique

L'un des éléments constitutifs de la stratégie d'engagement du secteur privé en matière d'action climatique dans la région devrait être la création de coalitions et de consortiums pour accélérer les progrès.



## Remerciements

L'étude d'inventaire du secteur privé dans les activités de renforcement des capacités pour l'action climatique dans les pays de la région MENA a été réalisée par la subdivision de renforcement des capacités de la Division des moyens de mise en œuvre des changements climatiques des Nations Unies et le RCC Dubaï avec le soutien du WGEO. Le rapport complet a été produit par ClimateKOS et sera disponible en ligne.

Ce résumé est produit pour donner un aperçu des conclusions et accélérer la mise en œuvre de l'Accord de Paris grâce à l'engagement des PME.

Ainsi qu'un merci spécial à M. Darrag -Senior Climate Action Specialist et coordinateur au RCC MENA&SA pour avoir révisé et édité cette traduction.

